

RÉSUMÉ EXÉCUTIF DE L'ATELIER REGIONAL DE BAMAKO

Achi Atsain, président, West African Economic Association (WAEA), [Association économique de l'Afrique de l'Ouest], Côte d'Ivoire

Introduction

Du 13 au 14 Janvier 2004, un atelier régional s'est réuni au Palais des Congrès de Bamako sur le thème des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest pour définir les calendriers d'action et de recherche.

Cet atelier était conjointement organisé par l'Institut International de recherche sur les politiques alimentaire (IFPRI), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et l'Institut d'économie rurale du Mali (IER) en collaboration avec la fondation SADAOC (Sécurité alimentaire durable en Afrique de l'Ouest et Centrale).

La rencontre a regroupé les experts des institutions organisatrices, les représentants des services concernés par la sécurité alimentaire venant du Burkina Faso, du Bénin, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de l'Éthiopie, de la Gambie, du Ghana, du Nigeria, de la RDC, du Sénégal, de la Sierra Leone, du Togo, de l'Ouganda, de la France, de l'Italie, des USA, et de l'Allemagne.

L'objectif principal de cet atelier régional était de dégager les axes prioritaires pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest, axes qui seront présentés à la conférence internationale africaine prévue du 1^{er} au 3 Avril 2004 à Kampala en Ouganda sous le haut patronage du Président Museveni, également président du Conseil consultatif international de l'IFPRI pour l'Initiative Vision 2020.

L'atelier a permis aux chercheurs et responsables politiques de :

- discuter les problématiques et stratégies régionales mises en place pour garantir la sécurité alimentaire et lutter contre la pauvreté ; les effets de migrations sur le développement rural et la sécurité alimentaire ; le rôle des orientations technologiques, institutionnelles et politiques sur la sécurité et la lutte contre la pauvreté ; le rôle des infrastructures et des investissements sur le développement rural, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté ; les conséquences des conflits sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté ;
- initier une discussion sur les orientations, stratégies et mise en œuvre de programmes pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et contribuer à la lutte contre la pauvreté ;
- identifier les axes prioritaires, les orientations pratiques et les stratégies et moyens de leur mise en œuvre afin de contribuer à l'éradication de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest ;
- promouvoir un dialogue participatif entre responsables politiques, organisations nationales, régionales et internationales de recherche et bailleurs de fonds sur les questions clés conjointement identifiées par les travaux de recherches, les solutions possibles et leurs implications pour le futur des politiques économiques, sociales et environnementales ;
- utiliser les axes prioritaires identifiés lors de l'atelier pour suggérer un programme de recherche régional.

L'atelier a été marqué par trois temps forts: la séance d'ouverture, la présentation des communications scientifiques et les débats sur les opportunités de mise en œuvre ouvertes aux politiciens.

La cérémonie d'ouverture fut suivie de la revue des stratégies initiées et mises en œuvre en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de lutter contre la pauvreté. Ce rapport a également mis en exergue les efforts qui restent à accomplir pour mieux définir des politiques plus cohérentes aux niveaux

national et sous-régional. Pour ce faire on a exhorté les chercheurs à définir des indicateurs dans une vision sous-régionale, pour établir une action cohérente et créer une synergie entre les activités de la CEDEAO (La Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest), de l'UEMOA (l'Union économique et monétaire Ouest-africaine) et du CILSS pour une plus grande efficacité. Il a été suggéré, en particulier, au plan sanitaire l'implantation de laboratoire de référence ; au plan agricole l'application de technologies et de normes adéquates pour la production des produits locaux, la création d'organisations de production, en prenant compte des migrations d'ordre naturel. Tout en remerciant l'IER, le CIRAD et la SADAOC pour la tenue d'une telle rencontre de réflexion, il a été souhaité que l'atelier régional parvienne à la formulation de recommandations pertinentes pour la conférence de Kampala.

Déroulement des travaux de l'atelier

Plusieurs séances étaient inscrites au programme avec des thèmes précis. Les deux premiers jours étaient consacrés à l'exposé et aux débats sur de différents thèmes. La troisième journée était réservée aux chercheurs et partenaires en vue d'élaborer une ébauche de proposition pour un programme de recherche de collaboration régionale. Une rencontre avec les journalistes a eu aussi lieu le dernier jour.

La méthodologie de l'atelier a consisté à l'exposé d'un thème suivi d'un débat. Chaque séance avait un président et un animateur désignés à cet effet.

1. Session 1

Questions régionales et stratégies pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle

D'un commun accord, il a été décidé que l'objectif de la séance serait de définir les stratégies nécessaires pour une sécurité alimentaire, d'atteindre tous les échelons concernés (décideurs politiques, ruraux,...), la collaboration effective entre les organismes (agriculture, santé, éducation); l'orientation des résultats de la recherche; la collaboration entre secteur public et secteur privé dans la nutrition; le partenariat; l'éducation nutritionnelle; la prise en compte des besoins des populations; l'articulation de la recherche – nutrition – migration; l'implication des décisions politiques; du calendrier de travail des études aux niveaux national et régional.

➤ **Session 2**

Celle-ci comportait deux thèmes.

1^{ER} thème : Conflits, développement rural et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

2^E thème : Migrations, développement rural et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

Les questions soulevées pour les deux thèmes sont entre autres l'accès à la terre pour les revenants, l'impact réel de la migration sur l'économie, l'analyse de la migration urbaine et rurale, l'articulation entre conflit et sécurité alimentaire, les résultats des études sur le développement agro-industriel.

En synthèse, il s'agissait d'analyser les liens entre la migration et ses différentes facettes, les liens entre le monde rural et sécurité alimentaire, la migration du village vers la ville, la relation entre migration et nutrition – conflit - sécurité alimentaire et de cerner l'impact des migrations sur les femmes.

➤ **Session 3**

Celle-ci a porté aussi sur deux thèmes.

1^{ER} thème : Gestion des ressources naturelles et sécurité alimentaire

2^E thème : Rôle des dépenses publiques dans le cadre du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté

La discussion sur ces sujets avait pour objet la relation entre investissement public et la Gestion des ressources naturelles (GRN), les types d'infrastructures à réaliser, le rapport entre ressources naturelles et conflits, le financement de l'agriculture. Il y a lieu dans un premier temps de revisiter tous les projets des ressources naturelles, de faire l'inventaire des études existantes sur la gestion des ressources naturelles.

➤ **Session 4 : Celle-ci comportait quatre thèmes**

1^{ER} thème : Rôle des orientations technologiques, institutionnelles et politiques sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté

Au cours des débats, les points soulevés adressaient l'innovation pour la sécurité alimentaire, le rôle de l'agroforesterie dans les technologies, la pérennité des technologies, et la relation entre argent et sécurité alimentaire.

2^E thème : Discussion des orientations, stratégies et de leur exécution

Les premiers échanges ont porté sur les dimensions de la sécurité alimentaire, les normes et consommation actuelle du Mali, les types d'insécurité, la situation alimentaire, les stratégies et dispositions prises pour assurer la sécurité alimentaire.

Ce débat a été suivi d'un rappel de la composition des états de la CMA/AOC, de leurs objectifs, et de leurs domaines de coopération. Les stratégies recherchées comprennent la réhabilitation et la conservation de façon durable des ressources naturelles par une gestion participative, l'amélioration des systèmes de recherche agricole, l'efficacité des infrastructures rurales résultant de l'augmentation des investissements, l'amélioration des marchés financiers, les approvisionnements, l'influence du secteur privé au processus du développement.

Le troisième point, la genèse de la SADAOC, a été présenté avec un rappel de ses objectifs, de son calendrier de recherche et de ses stratégies au niveau régional. Son calendrier de recherche consiste à renforcer une stratégie régionale pour garantir une sécurité alimentaire (complémentarité des objectifs de la SADAOC avec ceux de l'UEMOA et de la CEDEAO), à harmoniser les actions entre les réseaux des décideurs et de la SADAOC. Les stratégies proposées par la SADAOC au niveau régional comprennent l'intensification des relations avec la SADAOC pour appuyer la recherche nécessitée par la définition de l'ouverture de recherche, la plate-forme de vérification de la pertinence des objectifs du programme de recherche, l'instrument de suivi, la plate-forme de diffusion et de dissémination des résultats du programme de recherche.

Au niveau du CILSS, on a évoqué les crises intervenues dans les années 70 et 80, la sécurité alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté et d'intégration en Afrique de l'Ouest, le Cadre stratégique de sécurité alimentaire (CCSA) et la stratégie opérationnelle à l'horizon 2015. Le but du CCSA est d'« assurer l'accès des Sahéliens, à tout moment, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active en 2015 ». Cela suppose une agriculture productive, diversifiée, durable et régionalement intégrée, un développement sous-régional, une fluidité et intégration des marchés nationaux, une amélioration durable des conditions d'accès des groupes vulnérables à l'alimentation et aux services sociaux de base ; une amélioration des dispositifs de prévention et de la gestion des crises conjoncturelles, en cohérence avec la mise en place d'une structure de sécurité alimentaire ; un renforcement des capacités des participants concernés et la promotion d'une bonne gestion de la sécurité alimentaire.

Quant à l'IFPRI, son engagement a été exprimé pour une meilleure connaissance des défis et des solutions dans l'agriculture, une amélioration de la relation agriculture-élevage, le développement d'échanges régionaux, la croissance de l'exportation, la croissance des produits non agricoles.

Toutes ces discussions ont conclu que la mise en œuvre des stratégies formulées, le partenariat entre chercheurs, l'harmonisation des programmes des organismes, l'organisation des structures, l'appropriation des technologies, la bonne gouvernance constituent des défis à relever.

3^e thème: Identification des domaines de recherche prioritaires

En ce qui concerne la recherche, on a insisté qu'elle porte, entre autres, sur l'amélioration des systèmes de production par un meilleur accès au crédit, en développant les marchés locaux et régionaux, une meilleure connaissance des contraintes des institutions et organisations responsables de la production, de la sécurité alimentaire, des marchés et de la gestion des ressources naturelles, les liens entre conflit-migration et sécurité alimentaire, le mécanisme de financement, et les types d'investissement.

Par ailleurs, on a reconnu qu'une attention doit être portée sur l'offre (informations, acteurs, équilibre offre/demande). Il doit y avoir une adéquation entre la recherche et les besoins des pays. Aussi la restructuration des institutions africaines, l'harmonisation des différents projets de recherche, la coordination des bailleurs à tous les niveaux, un environnement politique opportun, la compétitivité des marchés sont des actions à réaliser.

Pendant les débats, il a été suggéré de lier les programmes de recherche aux objectifs des gouvernements (implication des politiciens dans le dialogue), d'améliorer la commercialisation des produits agricoles, de vulgariser les technologies, de porter une attention particulière à la collecte des données statistiques, de lier l'offre de recherche à la demande, d'établir une cohérence entre la recherche et les besoins de base de la population.

4^e thème: Recommandations et prochaines étapes

Au niveau de ce thème, on estime qu'il faut axer les efforts sur l'aspect technologie, c'est-à-dire mieux s'organiser vers la bio sécurité, l'aspect de transformation et l'aspect d'évaluation de l'impact des politiques et réalisateurs. L'organisation de la méthodologie au niveau sous-régionale, le financement à long terme de la recherche et le respect des calendriers sont les préoccupations majeures auxquelles il faudrait s'atteler. L'intégration existe avec la mise en place des réseaux de chercheurs, cependant la communication entre le politique et les réalisateurs reste un défi à surmonter.

La recherche produira des bénéfices pour chacun, cependant ceci doit se réaliser avec une action mutuelle avec les parlementaires. La recherche doit être fondée sur la réalité, l'analyse, les chiffres fiables et bien-fondés.

Les participants ont insisté que les conclusions du présent atelier soient présentées à Kampala et souhaitant que le dialogue soit poursuivi après la conférence de Kampala.

Dans cette perspective, tout le monde s'est accordé à reconnaître que la poursuite des recherches et la mise en commun des résultats, la stabilisation et la libéralisation du commerce, les systèmes d'information sur les marchés, l'application des normes techniques, l'assistance financière, l'éducation nutritionnelle sont des préoccupations prioritaires à étudier.

Ce faisant, il a été suggéré la prise en compte de la réglementation, l'intégration des données de la sécurité alimentaire dans les DSRP, la création de réseaux, la mise en place d'un système de communication de recherche, la multiplication des études et analyses, la recherche en fonction de la demande, le partenariat.

Quant au rôle particulier de l'IFPRI, l'atelier régional a sollicité que l'institut encourage l'organisation de rencontres périodiques afin de vulgariser les informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. L'atelier souhaite qu'à la conférence de Kampala des actions concrètes puissent être formulées pour garantir l'alimentation et la nutrition, mais également pour favoriser le partenariat entre secteur public-secteur privé-société civile.

Conclusion

L'atelier sous-régional a été une opportunité pour l'ensemble des acteurs de discuter les contraintes relatives à la sécurité alimentaire.

Il est ressorti des débats que la sécurité alimentaire est complexe et nécessite des actions concrètes. L'éducation, la santé, la nutrition sont des facteurs indispensables pour assurer une meilleure sécurité alimentaire.

Il reste beaucoup de défis à maîtriser. Il s'agit des financements, de la vulgarisation des résultats, de l'implication du politique, du secteur privé et de la société civile, de l'harmonisation des programmes, du transfert des technologies, de la consolidation du partenariat, du respect des calendriers, de l'adéquation recherche et objectifs de développement, la communication, etc.

